



INOVFORMA · ÉTUDE D'UNE ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ · SANS COMPTES EXPLOITABLES

Le Comptoir — exemple anonymisé

12 rue de la Gare · 59... une commune du département · SIREN masqué

Préparée pour Exemple le 21 octobre 2026 · données lues le 21 octobre 2026

Photo d'illustration : une rue commerçante d'Amiens (Panoramax · sigam, licence Etalab 2.0), **sans lien avec l'entreprise de cet exemple**. Dans votre étude : la rue de l'entreprise.

Jugement d'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire du 29 septembre 2026. Tribunal de commerce du département. Mandataire : le mandataire désigné par le tribunal.

NOTRE AVIS **Prix plafond non déterminable aujourd'hui : les 4 pièces d'abord**

Les 17 questions d'un repreneur : ce que l'on sait, et ce qui reste à obtenir

11 officielles

1

5 à obtenir

11 sur 17

réponses prouvées par un registre officiel

14 jours

entre la vente d'un fonds et la cessation des paiements

57 000 €

prix du milieu de 11 ventes du même métier

Dans cette étude

- 1 En bref
- 2 Les 17 questions d'un repreneur, et le niveau de chaque réponse
- 3 Ce qui s'est passé, date par date
- 4 Ses comptes : déposés, mais pas lisibles
- 5 Repère : combien se vendent les fonds du même métier
- 6 Les 4 pièces qui rendent l'étude chiffrable
- 7 La zone autour de l'entreprise
- 8 Pourquoi ça marche, ou pas, à cet endroit
- 9 Méthode et sources
- + Annexe : la lettre prête à envoyer

1 En bref

Ses comptes ne sont pas publics : nous ne calculons donc **aucun** prix ni aucune rentabilité. Voici ce que l'on peut prouver, et ce qui reste à obtenir.

Notre avis : prix plafond non déterminable aujourd'hui.

Les faits publics montrent une entreprise qui a vendu un fonds ; il lui reste un établissement ouvert. Ils ne disent pas si son activité gagne de l'argent. Ne chiffrez pas d'offre avant d'avoir les 4 pièces de la partie 6.

1. Elle a vendu un fonds (une autre commune du département) **80 000 €**, 14 jours avant la date de cessation des paiements fixée par le tribunal. Il lui reste 1 établissement ouvert selon l'INSEE. *À demander au mandataire : ce qu'est devenu le prix de cette vente.*
2. Elle a déposé ses comptes 14 fois, dont 7 en **confidentiel** : personne ne connaît publiquement ses ventes depuis 2021. Ce n'est pas une faute (option légale) ; c'est la raison pour laquelle aucun prix plafond ne peut être calculé aujourd'hui.
3. Dernier chiffre public : chiffre d'affaires 675 347 € sur l'exercice clos le 30 septembre 2021, fiabilité **faible** (5 ans, procédure collective depuis). Un repère, pas une base de prix.
4. Pas d'administrateur : la gérance garde la gestion, et le tribunal cherche d'abord à sauver l'entreprise telle quelle. Votre interlocuteur pour une reprise : le mandataire désigné par le tribunal.

2 Les 17 questions d'un repreneur, et le niveau de chaque réponse

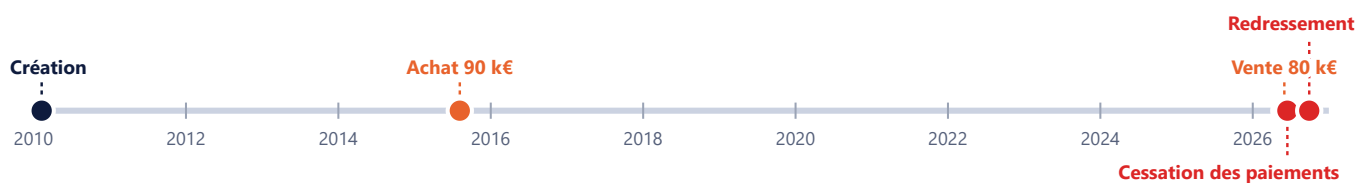
Question	Niveau	Réponse et source
1. Qui est-elle ?	A OFFICIEL	La société, créée le 9 février 2010 ; activité « exploitation d'instituts de beauté et soins esthétiques » (code 96.02B). Répertoire Sirene de l'INSEE, mis à jour le 21 octobre 2026
2. Que reste-t-il d'ouvert ?	A OFFICIEL	1 établissement ouvert sur 2 : une commune du département 59, enseigne de franchise. Sirene, 21 octobre 2026
3. Combien de salariés ?	A OFFICIEL	6 à 9 salariés pour toute la société, dont 3 à 5 salariés dans une commune du département 59 (chiffres 2024, avant la vente d'un fonds en 2026). Convention collective 3032. Sirene, tranche d'effectif 2024 ; ce n'est pas le nombre de salariés d'aujourd'hui
4. Depuis quand ne paie-t-elle plus ?	A OFFICIEL	Le tribunal a fixé la cessation des paiements au 15 juin 2026. Jugement publié au BODACC le 9 octobre 2026

5. Où en est la procédure ?	A OFFICIEL	Jugement d'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire le 29 septembre 2026. Pas d'administrateur judiciaire : la gérance garde la gestion. Mandataire : le mandataire désigné par le tribunal. Créances à déclarer jusqu'au 9 décembre 2026. Période d'observation : 6 mois au plus, renouvelable, soit un premier terme vers le 29 mars 2027. Jugement (BODACC) ; délais : art. L621-3 du Code de commerce, durée exacte fixée par le tribunal
6. Le dirigeant a-t-il d'autres sociétés ?	A OFFICIEL	Le dirigeant (gérant) dirige ou a dirigé 4 autres sociétés : une autre société (même métier, active, redressement judiciaire du 13 octobre 2025) ; une autre société (même métier, active, aucune procédure collective) ; une autre société (active, aucune procédure collective) ; une autre société (active, aucune procédure collective). Registre national des entreprises (même nom, prénom, mois et année de naissance) ; procédures : BODACC
7. Qu'a-t-elle déjà vendu ou acheté ?	A OFFICIEL	Achat d'un fonds (une autre commune du département) pour 90 000 €, annonce du 5 août 2015. Vente d'un fonds (une autre commune du département) pour 80 000 €, annonce du 17 juillet 2026. Annonces de ventes et cessions, BODACC
8. A-t-elle déposé ses comptes ?	A OFFICIEL	Oui : 14 dépôts, le dernier pour l'exercice clos le 30 septembre 2024. 7 sont confidentiels (option légale des micro-entreprises, art. L232-25). Derniers comptes publics : exercice clos le 30 septembre 2021. Annonces de dépôt des comptes, BODACC
9. Combien se vendent les fonds du même métier ?	C REPÈRE	11 ventes dans le département (14 avril 2024 – 7 août 2026) : la moitié entre 34 250 € et 92 500 €, prix du milieu 57 000 €. BODACC, ventes de fonds sur 36 mois ; ce sont d'autres entreprises, pas celle-ci
10. Combien de concurrents autour ?	A OFFICIEL	45 établissements ouverts du même code d'activité (96.02B) à moins de 1 km, 136 à moins de 3 km. Dans les 3 km : 12 emploient des salariés, 112 sont des entrepreneurs individuels, et 26 ont ouvert depuis le 1er janvier 2025. Sirene (INSEE), établissements ouverts, distance à vol d'oiseau depuis le siège ; le code d'activité est déclaré par chaque entreprise, certains travaillent à domicile
11. Combien d'entreprises du même métier en procédure ?	A OFFICIEL	20 entreprises du code 96.02B (siège dans le département 59) : procédure collective ouverte entre le 21 octobre 2025 et le 21 octobre 2026, contre 15 les 12 mois précédents. BODACC, jugements d'ouverture ; code d'activité : Sirene ; sans compter cette entreprise

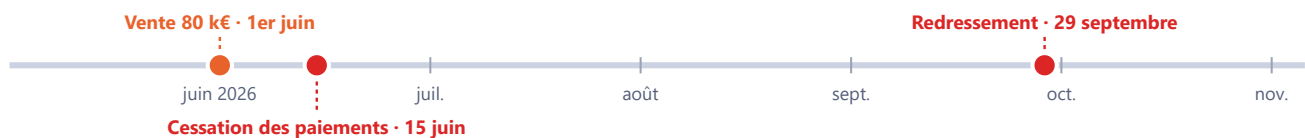
12. Jusqu'à quand déposer une offre ?	— NON DÉTERMINABLE	Aucun appel d'offres publié à notre connaissance. En redressement, le tribunal cherche d'abord un plan qui sauve l'entreprise ; une vente n'est ordonnée que si ce plan est impossible (art. L631-22). À demander au mandataire
13. Que vend l'entreprise aujourd'hui, et que lui reste-t-il ?	— NON DÉTERMINABLE	Non déterminable : comptes confidentiels depuis 2021. Pièce : situation comptable de l'exercice en cours
14. À qui appartiennent les murs ?	— NON DÉTERMINABLE	Aucune société n'est déclarée propriétaire d'un local à cette adresse : les murs appartiennent à un particulier, dont le nom n'est pas public (ou ont changé de mains depuis). Fichier des locaux des personnes morales, DGFIP, situation 2025 ; adresse identique (numéro et voie) ; le bail nomme le bailleur : à demander au mandataire
15. Une activité polluante est-elle recensée à l'adresse ?	A OFFICIEL	Oui : « Pompe à essence » (cette adresse), activité en arrêt ; « Pompe à essence » (même secteur), activité en arrêt. Ce recensement ne prouve pas que le sol est pollué aujourd'hui ; à faire vérifier si des travaux touchent le sol. Géorisques (BRGM) : inventaire des anciennes activités industrielles (CASIAS) à moins de 50 m, installations classées à moins de 100 m
16. Quel loyer, quel bail ?	— NON DÉTERMINABLE	Non déterminable : le bail n'est publié nulle part. Pièce : bail commercial et dernières quittances
17. Le contrat de franchise suit-il le repreneur ?	— NON DÉTERMINABLE	L'enseigne de franchise est un fait (la société l'exploite) ; les conditions du contrat ne sont pas publiques. Pièce : contrat de franchise ; accord du franchiseur

3 Ce qui s'est passé, date par date

Son histoire en un coup d'œil



Les derniers mois, à la loupe



9 février 2010 · Création de la société.

A OFFICIEL Sirene

5 août 2015 · Achète le fonds d'une autre commune du département (enseigne de franchise) pour **90 000 €**.

A OFFICIEL BODACC, annonce du 5 août 2015 · [voir](#)

5 mai 2019 · Premiers comptes déposés en confidentiel (exercice clos le 28 février 2017).

A OFFICIEL BODACC

23 juin 2022 · Derniers comptes publics (exercice clos le 30 septembre 2021).

A OFFICIEL BODACC

1er juin 2026 · Vend (acte du 1er juin 2026) le fonds d'une autre commune du département pour **80 000 €** à un acheteur.

A OFFICIEL BODACC, annonce du 17 juillet 2026 · [voir](#)

15 juin 2026 · **Cessation des paiements**, date fixée par le tribunal.

A OFFICIEL Jugement · [voir](#)

29 septembre 2026 · **Jugement d'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire** (Tribunal de commerce du département).

A OFFICIEL BODACC, publié le 9 octobre 2026 · [voir](#)

4 Ses comptes : déposés, mais pas lisibles

Ses comptes, année par année



Exercice clos le	Dépôt publié le	Contenu
28 février 2017	5 mai 2019	Confidentiels
28 février 2018	5 mai 2019	Confidentiels
28 février 2019	14 mai 2020	Confidentiels
29 février 2020	31 juillet 2021	Confidentiels
30 septembre 2021	23 juin 2022	Publics
30 septembre 2022	27 juillet 2023	Confidentiels
30 septembre 2023	20 juin 2024	Confidentiels
30 septembre 2024	10 avril 2025	Confidentiels

Dernier chiffre public : exercice clos le 30 septembre 2021, sur **19 mois** : chiffre d'affaires 675 347 €, résultat 113 €. Autres exercices publics : 2016 (chiffre d'affaires 337 106 €).

Fiabilité faible : 5 ans, procédure collective depuis. **A OFFICIEL** chiffre officiel, pour **tous** les établissements de l'époque. C'est un repère : il dit ce que l'affaire faisait alors, pas ce qu'elle fait aujourd'hui. Nous ne le prolongeons pas et n'en tirons aucun prix.

« Confidentiel » : la loi permet aux micro-entreprises de déposer leurs comptes sans qu'ils soient rendus publics (art. L232-25 du Code de commerce, 1er alinéa). Le greffe et les autorités judiciaires y ont accès ; le public non.

5 Repère : combien se vendent les fonds du même métier

C REPÈRE **11 ventes de fonds** du même métier dans le département, publiées entre le 21 octobre 2023 et le 21 octobre 2026 (28 annonces lues : 11 d'un autre métier écartées, 1 doublon retiré, 0 hors norme).

Le quart le moins cher

≤ 34 250 €

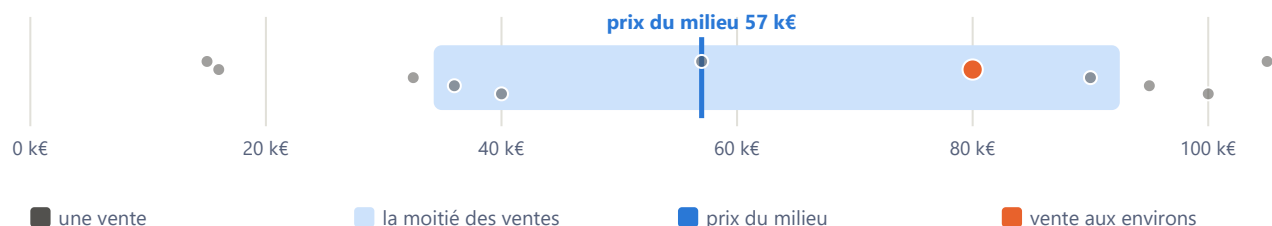
Prix du milieu

57 000 €

Le quart le plus cher

≥ 92 500 €

Les 11 ventes du même métier, du moins cher au plus cher



C REPÈRE Aux environs (moins de 30 km de l'entreprise) : 2 ventes du même métier, trop peu pour un prix du milieu : 80 000 € ; 18 000 €. Distances à vol d'oiseau, du centre de la commune de chaque vente ; départements voisins compris.

Publiée le	Commune	Distance	Activité	Prix	Source
14 avril 2024	Saint-Amand-les-Eaux	—	Esthétique, vente de produits se rapport à l'activité	100 000 €	annonce
7 août 2024	Lille	—	Soins corporels et esthétique.	57 000 €	annonce
22 décembre 2024	Somain	—	soins d'esthétique, la vente de produits de cosmétiques et maquillage	90 000 €	annonce
11 février 2025	Sailly-lez-Lannoy	—	Exploitation d'un salon d'esthétique et de beauté - Prestations soins	16 000 €	annonce
27 mars 2025	Radinghem-en-Weppes	—	Fond artisanal de prestations de services liés à l'esthétique (soins d	36 000 €	annonce
27 juin 2025	Prouvy	—	esthétique, soins du visage	15 000 €	annonce
20 juillet 2025	Roubaix	—	Fonds artisanal d'institut de soins de beauté et d'esthétique.	32 500 €	annonce
5 octobre 2025	Beuvry-la-Forêt	—	l'exploitation d'un institut de beauté. toutes activités liées aux soi	40 000 €	annonce
23 novembre 2025	Cambrai	—	exploitation d'un salon d'esthétique, toutes activités de soins esthét	95 000 €	annonce
14 juillet 2026	La Madeleine	—	L'exploitation d'un institut de beauté et d'esthétique, comprenant tou	105 000 €	annonce
7 août 2026	Wormhout	—	Le fonds commercial d'institut de beauté, soins d'esthétiques et vente	80 000 €	annonce

Ce que ce repère ne dit pas. Ce sont d'autres fonds, vendus de gré à gré, hors procédure : une reprise à la barre obéit à d'autres règles (partie 6). Et 11 ventes, c'est peu : Ce repère situe un ordre de grandeur ; il ne donne **pas** le prix de ce fonds. Pour mémoire, la société a elle-même acheté le fonds d'une autre commune du département 90 000 € en 2015 et l'a revendu 80 000 € en 2026 (**A OFFICIEL**, un autre fonds que celui-ci).

6 Les 4 pièces qui rendent l'étude chiffrable

Demandez-les à la gérance ou au mandataire. **Envoyez-les-nous : nous complétons l'étude sans supplément ;** chaque chiffre tiré de ces pièces sera marqué **B DÉCLARÉ** (déclaré, non audité).

1. La situation comptable de l'exercice en cours

ce que l'entreprise vend, mois par mois, et ce qu'elle dépense.

2. Le bail

loyer, fin du bail, clause de cession, loyers impayés.

3. Le contrat de franchise

durée, redevance, accord du franchiseur pour un repreneur.

4. La liste du personnel

postes, ancienneté, coût : votre offre dira qui vous gardez.

À la barre, on reprend des biens et une activité : le fonds, le matériel, les contrats que le tribunal désigne (art. L642-7) et les salariés que l'offre maintient. Pas les dettes de la société, sauf exceptions prévues par la loi (art. L642-12). Ces règles se vérifient avec votre avocat.

La lettre prête à envoyer pour les demander est en annexe.

Suivi inclus pendant 30 jours. Si une annonce officielle concernant La société paraît au BODACC (conversion en liquidation, plan, cession, clôture...), nous vous l'envoyons par e-mail, avec ce qu'elle change pour vous.

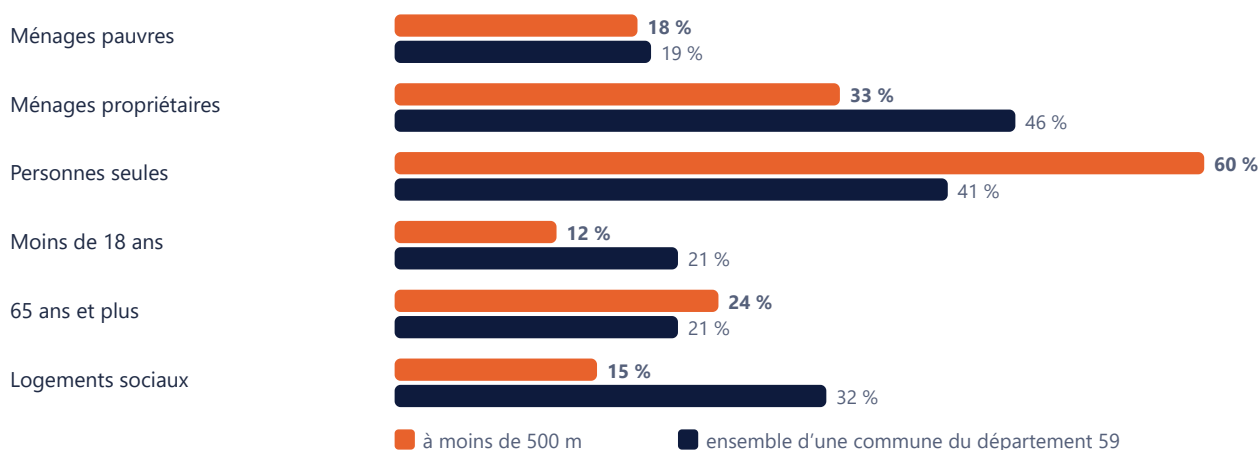
7 La zone autour de l'entreprise

Ce sont des faits sur le quartier, pas sur l'entreprise : ils disent qui vit et passe autour, pas ce qu'elle vend.

A OFFICIEL Qui vit à moins de 500 m, comparé à l'ensemble d'une commune du département 59 (INSEE, 2019) :

	À moins de 500 m	Ensemble d'une commune du département 59
Habitants	3 802	—
Niveau de vie moyen (par personne et par an)	21 646 €	20 917 €

Qui vit autour : à moins de 500 m, et dans toute la commune



A OFFICIEL L'adresse n'est pas dans un quartier prioritaire de la politique de la ville ; le plus proche, un quartier prioritaire voisin, est à environ 0,4 km.

A OFFICIEL Une commune du département 59 fait partie des programmes nationaux Action cœur de ville et Territoires d'industrie (soutien de l'État au commerce et aux centres-villes ou aux territoires).

— NON DÉTERMINABLE Commerces et transports autour : service cartographique indisponible au moment de l'étude.

Sources : INSEE, revenus et population 2019 (dernier millésime publié) par carreaux de 200 m ; quartiers prioritaires 2024 et programmes nationaux (ANCT) ; commerces, services et lignes : OpenStreetMap, carte collaborative (repère, non exhaustif).

45

du même métier à moins de 1 km

136

à moins de 3 km

26

ouverts depuis le 1er janvier 2025

20

en procédure sur 12 mois (contre 15 avant)

Sirene (INSEE) et BODACC ; distances à vol d'oiseau depuis l'entreprise.



Illustration (Amiens), sans lien avec l'entreprise



Illustration (Amiens), sans lien avec l'entreprise

8 Pourquoi ça marche, ou pas, à cet endroit

Qui vit autour, ce que les ménages dépensent pour ce métier, qui leur vend déjà, et ce qui a changé. Rien n'est estimé sur l'entreprise elle-même.

	400 m · 5 min à pied	800 m · 10 min à pied	5 min en voiture
Habitants	2 960	8 258	6 235
Ménages	1 871	5 102	3 820
Niveau de vie moyen	21 614 €	20 861 €	21 337 €
Dépense des ménages : coiffure et soins de beauté, par an	0,80 M€	1,99 M€	1,56 M€
Salons de coiffure et d'esthétique ouverts (hors celui-ci)	50	93	78

INSEE : revenus et population 2019 (carreaux de 200 m) ; dépense par ménage selon son niveau de vie, enquête Budget de famille 2017 (339 € en moyenne, de 175 € à 612 €), portée aux prix de 2025 par l'indice INSEE des prix du poste (+17 %), à quantités constantes. À pied : distances à vol d'oiseau ; en voiture : IGN.

Ce que montrent les faits

A OFFICIEL 93 autres du même métier à moins de 800 m. Les 8 258 habitants de cette zone dépensent 1,99 M€ par an en coiffure et soins de beauté.

A OFFICIEL À cette adresse, 1 autre commerce du même métier avant celui-ci : un commerce du même métier, de 2021 à 2021. L'emplacement a déjà fait vivre ce métier ; la durée de chacun dit combien de temps.

A OFFICIEL 31 concurrents ouverts dans la zone en voiture depuis 2021 : Commerce du même métier (10 juillet 2023, à 0,06 km), Commerce du même métier (1er décembre 2025, à 0,06 km), Commerce du même métier (31 mars 2026, à 0,07 km), Commerce du même métier (25 février 2025, à 0,11 km), Commerce du même métier (21 août 2023, à 0,13 km), Commerce du même métier (30 juin 2023, à 0,13 km) La cessation des paiements a été fixée au 15 juin 2026 : les dates se suivent, le lien de cause à effet n'est pas prouvé (à demander au mandataire).

A OFFICIEL Le mouvement du métier dans la zone en voiture, sur 5 ans : 37 ouvertures, 23 fermetures d'établissement. Une fermeture n'est pas forcément une faillite : ce peut être un déménagement.

A OFFICIEL En voiture, on va moins loin en 5 minutes qu'à pied en 10 (6 235 habitants contre 8 258) : l'adresse est plus facile d'accès à pied qu'en voiture (selon le réseau routier de l'IGN : rues piétonnes, sens uniques).

La part de marché de proximité

C REPÈRE Dépense par commerce : dans la zone de 10 minutes à pied, 1,99 M€ pour 94 commerces du métier (celui-ci compris), soit **21 k€** chacun ; dans le département, 60 k€ par entreprise du métier (6 724 entreprises). La zone est **moins pourvue en clients** que la moyenne du département (35 %). Seuls les ménages qui habitent la zone sont comptés : les actifs, visiteurs et touristes qui y achètent aussi ne le sont pas, ce qui désavantage les centres-villes.

Repères, pas des chiffres d'affaires : un commerce peut capter plus que la moyenne (qualité, spécialité, horaires, stationnement) ou moins. Les chiffres d'affaires des concurrents ne sont en général pas publics.

Scénario : carburant et inflation

Hypothèse : le carburant et l'inflation pousseront les ménages à acheter plus près de chez eux. **Pour** : près d'un déplacement local sur quatre se fait déjà à pied, sur environ 1 km en moyenne (enquête nationale Mobilité des personnes 2019, citée par le Cerema). **Contre** : en 2022-2023, l'inflation a d'abord fait baisser les quantités et poussé vers les marques de distributeur et le hard-discount (Kantar, CRÉDOC).

Chaque point de la dépense des ménages à moins de 800 m qui se reporte sur la proximité vaut 20 k€ par an. Ce scénario n'est pas une prévision.

Les commerces autour, à 5 min en voiture

Nom	Type	Distance	Ouverture	État
Commerce du même métier	même métier	0,03 km	10 février 2012	ouvert
Commerce du même métier	même métier	0,05 km	1er juillet 2008	ouvert
Commerce du même métier	même métier	0,06 km	10 juillet 2023	ouvert
Commerce du même métier	même métier	0,06 km	1er décembre 2025	ouvert
Commerce du même métier	même métier	0,06 km	10 septembre 2015	fermé le 5 novembre 2024
Commerce du même métier	même métier	0,06 km	7 juin 2017	fermé le 1er avril 2022

Commerce du même métier	même métier	0,06 km	13 décembre 2019	fermé le 12 septembre 2024
Commerce du même métier	même métier	0,07 km	18 janvier 1993	ouvert
Commerce du même métier	même métier	0,07 km	31 mars 2026	ouvert
Commerce du même métier	même métier	0,07 km	31 mars 2008	ouvert
Commerce du même métier	même métier	0,07 km	30 octobre 2019	fermé le 15 janvier 2026
Commerce du même métier	même métier	0,07 km	25 janvier 2022	fermé le 31 octobre 2023
Commerce du même métier	même métier	0,08 km	23 avril 1991	ouvert
Commerce du même métier	même métier	0,08 km	1er mai 2022	fermé le 20 octobre 2025
Commerce du même métier	même métier	0,11 km	2 janvier 2018	fermé le 31 août 2023
Commerce du même métier	même métier	0,11 km	25 février 2025	ouvert
Commerce du même métier	même métier	0,13 km	18 décembre 2012	ouvert
Commerce du même métier	même métier	0,13 km	21 août 2023	ouvert
Commerce du même métier	même métier	0,13 km	23 novembre 2001	ouvert
Commerce du même métier	même métier	0,13 km	30 juin 2023	ouvert
Commerce du même métier	même métier	0,13 km	1er février 2014	ouvert
Commerce du même métier	même métier	0,14 km	5 mai 2009	fermé le 15 février 2022
Commerce du même métier	même métier	0,15 km	3 janvier 2021	ouvert
Commerce du même métier	même métier	0,16 km	7 août 2020	ouvert
Commerce du même métier	même métier	0,16 km	5 octobre 1999	ouvert

Annuaire des entreprises (Sirene, INSEE) ; entrepreneurs individuels non nommés. Liste limitée aux 25 plus proches.

9 Méthode et sources

Sources lues le 21 octobre 2026 : répertoire Sirene (INSEE) via l’annuaire des entreprises ; toutes les annonces BODACC de la société depuis sa création ; registre national des entreprises (INPI) pour les comptes ; annonces BODACC de ventes de fonds sur 36 mois pour le repère. Règles : chaque réponse porte son niveau et sa source ; nous n’estimons jamais un chiffre de l’entreprise ; une règle de droit est citée avec son article. Cette étude ne remplace ni un expert-comptable ni un avocat, et ne rédige pas l’offre.

Étude réalisée par InovForma, nom commercial de la SAS EXPERTMALIN.

Votre demande au mandataire judiciaire

À compléter entre crochets, puis à envoyer par e-mail ou en lettre recommandée. Gardez une copie.

[Vos nom et prénom]

[Votre adresse]

[Téléphone] · [E-mail]

le mandataire désigné par le tribunal

Objet : La société (SIREN) · redressement judiciaire du 29 septembre 2026 · demande d'informations en vue d'une offre de reprise

Maître,

Je m'intéresse à la reprise de l'activité de La société, une commune du département 59, [à titre personnel / pour le compte de la société ...]. Afin de préparer une offre sérieuse, je vous remercie de bien vouloir me communiquer :

1. la situation comptable de l'exercice en cours (chiffre d'affaires et charges, mois par mois) ;
2. le bail commercial (loyer, échéance, clause de cession) et l'état des loyers ;
3. le contrat de franchise et l'avis du franchiseur sur un repreneur ;
4. la liste du personnel (postes, ancienneté, coût).

Je vous remercie également de m'indiquer la date limite de remise des offres et ses modalités, si elles sont fixées. Je suis disposé(e) à signer au préalable un engagement de confidentialité.

Je vous prie d'agréer, Maître, l'expression de mes salutations distinguées.

[Signature]